



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

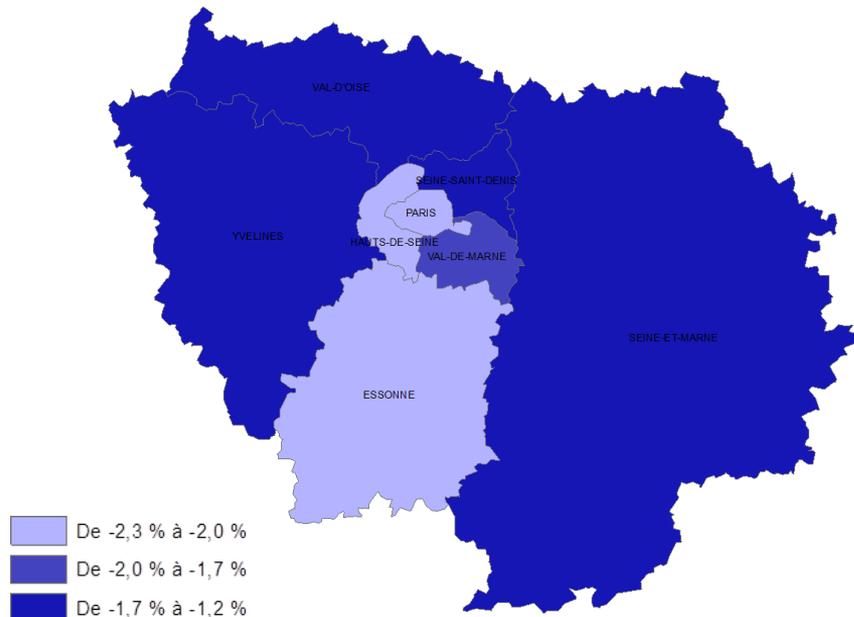
SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

3^e trimestre 2021

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C entre le 2^e trimestre 2021 et le 3^e trimestre 2021 (en %, données CVS-CJO)



- En Île-de-France, au 3^e trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement par rapport au 2^e trimestre 2021 en catégorie A (-5,4 %) et en catégories A, B, C (-1,7 %).
- Le taux de chômage est quasi stable au 2^e trimestre 2021 (-0,1 %), à 7,6 % de la population active.
- L'emploi salarié gagne 0,9 % au 2^e trimestre 2021.
- L'activité partielle diminue fortement entre le 2^e et le 3^e trimestre 2021.
- Le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC diminue nettement par rapport au 2^e trimestre 2021.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- La prochaine publication sera disponible en février 2022 et portera sur le quatrième trimestre 2021. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 12 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 13 : Le taux de chômage

Emploi

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 15 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 16 : L'activité intérimaire

Page 17 : L'emploi salarié

Page 18 : L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page 19 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Accompagnement des mutations économiques

Page 20 : Les demandes d'activité partielle

Page 21 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 035 750 en moyenne sur le troisième trimestre 2021. Parmi eux, 699 320 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Le recul de la demande d'emploi en catégorie A s'amplifie au troisième trimestre (-5,4 %, soit -14,0 % depuis le deuxième trimestre 2020). Les demandeurs d'emploi franciliens restent, toutefois, plus nombreux qu'à la veille de la crise sanitaire, à la différence des demandeurs nationaux.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette baisse sont ceux de l'hôtellerie, restauration, alimentation, ceux des transports, logistique, tourisme et ceux du commerce.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue très nettement au troisième trimestre (-1,7 % après -0,2 % au premier trimestre et -0,3 % au deuxième trimestre), en particulier pour les demandeurs de moins de 25 ans (-5,0 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue nettement au troisième trimestre 2021 (-2,9 %), après une progression continue depuis le premier trimestre 2020.

Le taux de chômage au sens du BIT est quasi stable au deuxième trimestre 2021 (-0,1 %), à 7,6 % de la population active (7,8 % en France métropolitaine).

Emploi

La croissance du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi se poursuit au troisième trimestre 2021 (+5,5 % pour l'ensemble des offres et +5,3 % pour les offres durables).

Au deuxième trimestre 2021, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est d'environ 1,5 million en Île-de-France, soit 96,4 % de plus qu'au deuxième trimestre 2020.

L'emploi intérimaire augmente au troisième trimestre (+1,1 % après +0,2 %) et retrouve partiellement son niveau d'avant-crise.

Au deuxième trimestre 2021, l'emploi salarié est porté par l'intérim et les services marchands hors intérim et gagne 0,9 % par rapport au premier trimestre (+1,0 % dans le secteur privé et +0,3 % dans le secteur public).

Tensions sur le marché du travail

Le marché du travail francilien enregistre 40 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au troisième trimestre 2021. C'est moins qu'au trimestre précédent (51).

Accompagnement des mutations économiques

Au troisième trimestre 2021, environ 41 000 autorisations d'activité partielle ont été accordées. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de 450 millions.

Au troisième trimestre 2021, 27 plans de sauvegarde de l'emploi et 10 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 2 200 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région, contre 5 800 au trimestre précédent.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 3^e trimestre 2021

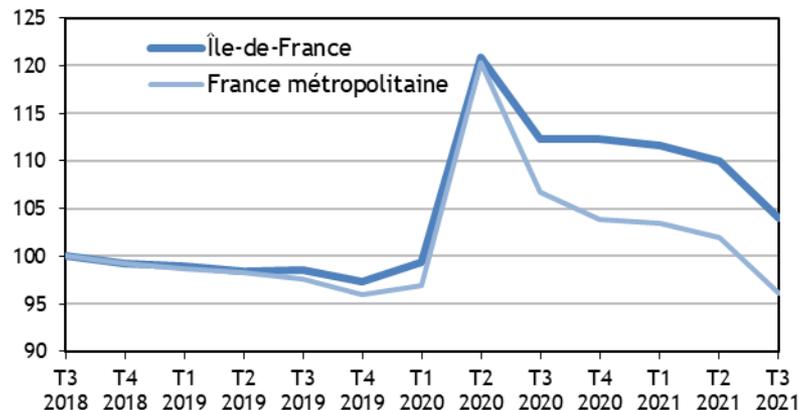
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens recule très nettement au troisième trimestre 2021 : -5,4 % en catégorie A (-14,0 % depuis le deuxième trimestre 2020) et -1,7 % en catégories A, B, C (-2,2 % depuis le quatrième trimestre 2020). La baisse est plus prononcée en France métropolitaine (-5,8 % en catégorie A et -1,9 % en catégories A, B, C).

Le passage d'un grand nombre de demandeurs de la catégorie A vers les catégories B et C explique la forte hausse du nombre de demandeurs en activité réduite (+6,9 % sur le trimestre dans la région).

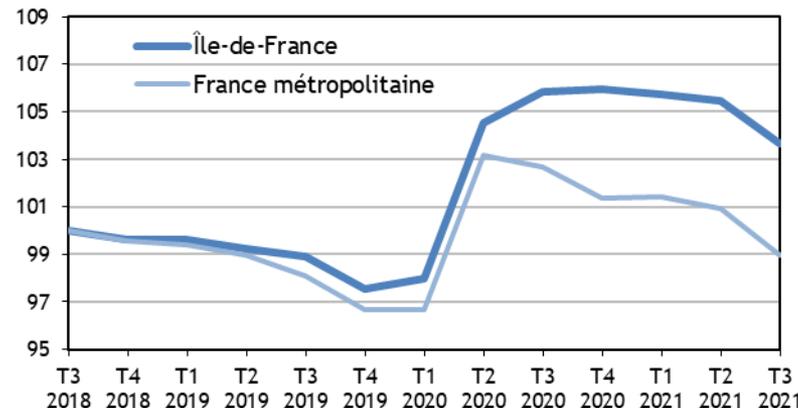
En croissance depuis le deuxième trimestre 2020, le nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), augmente très fortement sur le trimestre (+15,7 % contre 13,8 % en France métropolitaine).

3 ^e trimestre 2021	Île-de-France	France métr.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métr.	Île-de-France	France métr.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	699 320	3 307 400	-5,4	-5,8	-7,4	-10,0
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	1 035 750	5 577 830	-1,7	-1,9	-2,1	-3,6

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2018)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C (données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2018)



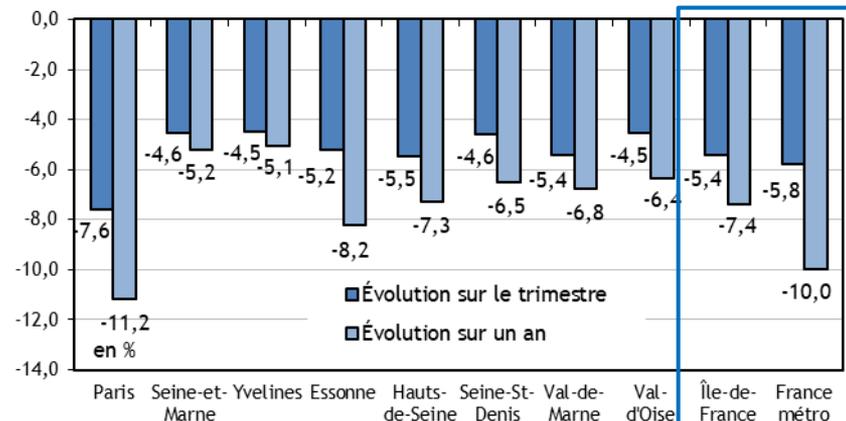
Les demandeurs d'emploi par département au 3^e trimestre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans l'ensemble des départements de la région, en particulier à Paris et en Essonne.

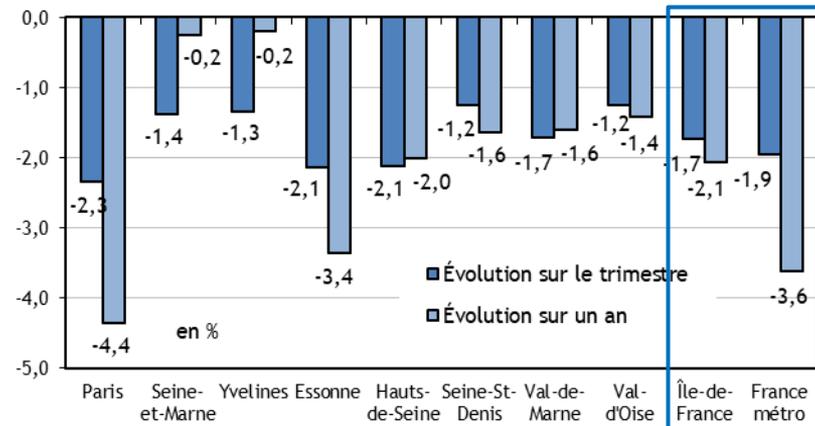
Paris se distingue en effet par une baisse plus soutenue en catégorie A (-7,6 % sur le trimestre et -11,2 % sur un an) et en catégories A, B, C (-2,3 % sur le trimestre et -4,4 % sur le trimestre et -4,4 % sur un an). À l'inverse, la Seine-et-Marne, les Yvelines et le Val-d'Oise connaissent les baisses les plus contenues au sein de la région.

Données CVS-CJO 3 ^e trimestre 2021	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	129 960	-7,6	-11,2	203 280	-2,3	-4,4
Seine-et-Marne	73 000	-4,6	-5,2	110 310	-1,4	-0,2
Yvelines	69 590	-4,5	-5,1	103 810	-1,3	-0,2
Essonne	61 830	-5,2	-8,2	93 950	-2,1	-3,4
Hauts-de-Seine	84 200	-5,5	-7,3	122 360	-2,1	-2,0
Seine-St-Denis	125 760	-4,6	-6,5	178 640	-1,2	-1,6
Val-de-Marne	78 930	-5,4	-6,8	114 070	-1,7	-1,6
Val-d'Oise	76 050	-4,5	-6,4	109 320	-1,2	-1,4
Île-de-France	699 320	-5,4	-7,4	1 035 750	-1,7	-2,1
France métro.	3 307 400	-5,8	-10,0	5 577 830	-1,9	-3,6

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)

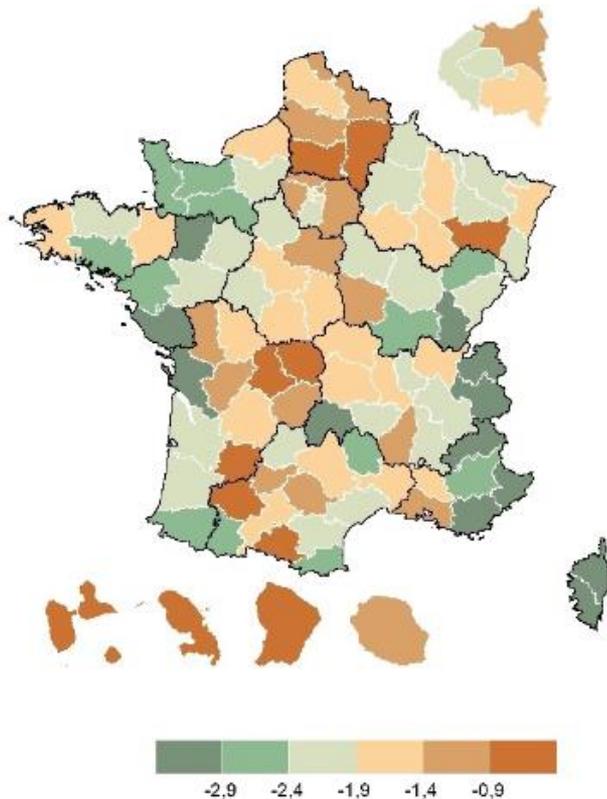


Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 2^e trimestre 2021 et le 3^e trimestre 2021 (en %, données CVS-CJO)



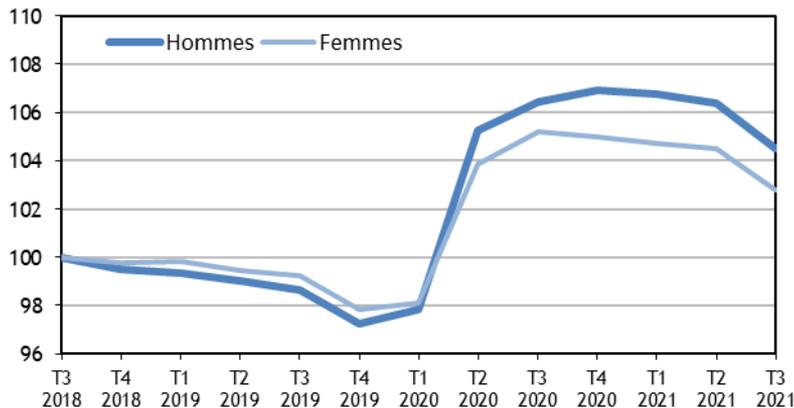
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 3^e trimestre 2021 (catégories A, B, C)

Sur le trimestre, la diminution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C est très proche pour les hommes (-1,8 %) et pour les femmes (-1,7 %).

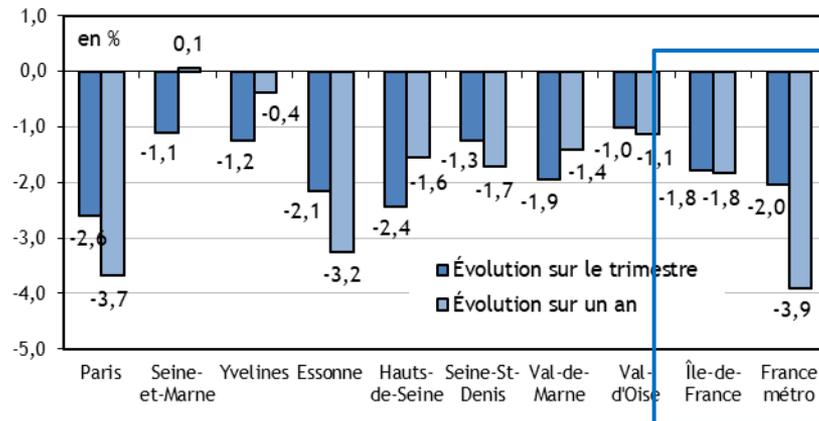
Sur un an, l'évolution est plus favorable pour les femmes (-2,3 % contre -1,8 % pour les hommes), en particulier à Paris où l'écart atteint 1,4 point. En France métropolitaine, la baisse est en revanche plus nette pour les hommes (-3,9 %) que pour les femmes (-3,3 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

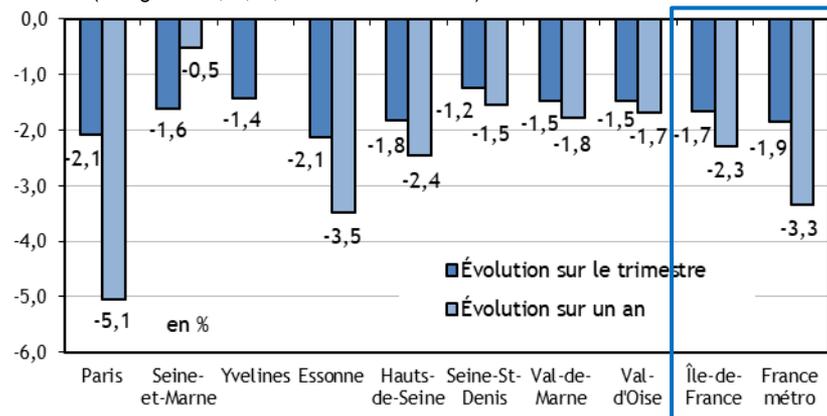
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim. 2018)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 3^e trimestre 2021 (catégories A, B, C)

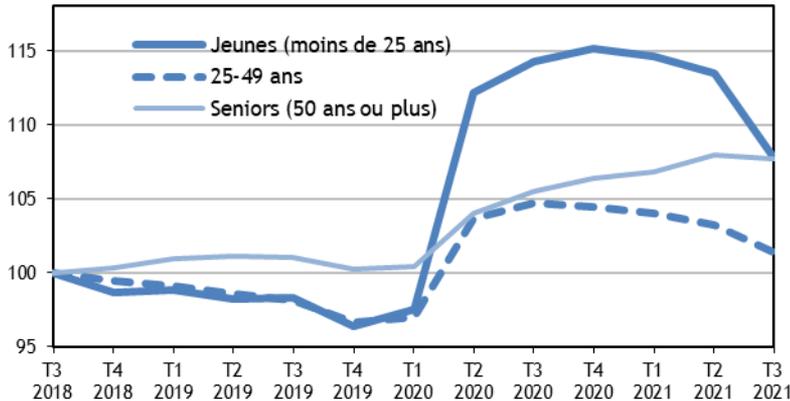
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de moins de 25 ans en catégories A, B, C recule fortement au troisième trimestre 2021 (-5,0 %, soit -6,3 % depuis le quatrième trimestre 2020). Cette classe d'âge demeure cependant la plus affectée par la crise sanitaire (+11,9 % depuis le quatrième trimestre 2019).

Le nombre des demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans reste également en baisse sur le trimestre (-1,9 %). Ces demandeurs représentent 62,8 % de l'ensemble des demandeurs de la région.

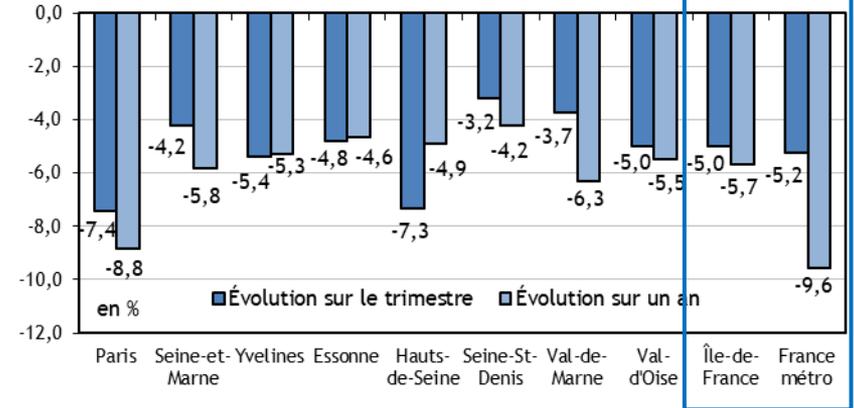
Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus diminue pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire (-0,2 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

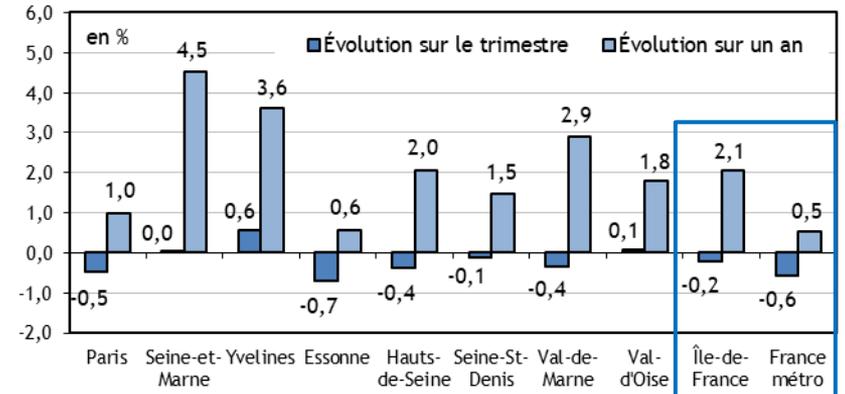
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim. 2018)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 3^e trimestre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus diminue nettement au troisième trimestre 2021 (-2,9 % contre -3,4 % en France métropolitaine), après une progression continue depuis le premier trimestre 2020. Ces demandeurs représentent près de la moitié des demandeurs d'emploi en Île-de-France (49,5 %).

Au deuxième trimestre 2021, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 356 jours à Pôle emploi. C'est 36 jours de moins qu'au premier trimestre 2021*.

En baisse de 0,5 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France atteint 13,7 % au troisième trimestre 2021. Elle varie de 10,8 % en Essonne à 16,6 % en Seine-Saint-Denis.

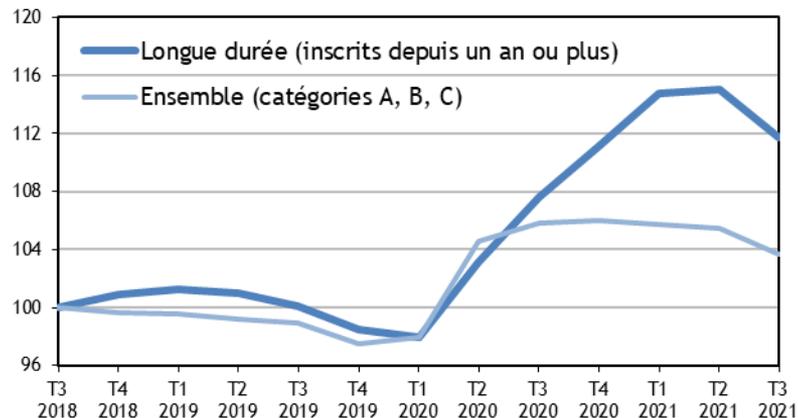
* « Durée de chômage (2^e trimestre 2021) », Statistiques et indicateurs, septembre 2021, Pôle emploi.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

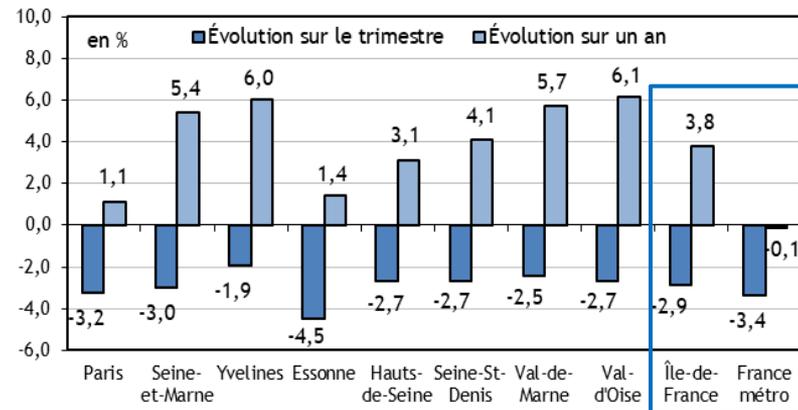
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
3 ^e trim. 2021	13,2	13,5	12,3	10,8	14,7	16,6	13,3	13,2	13,7	13,7
3 ^e trim. 2020	13,6	13,7	12,9	11,7	14,2	17,5	14,1	14,2	14,2	14,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim. 2018)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



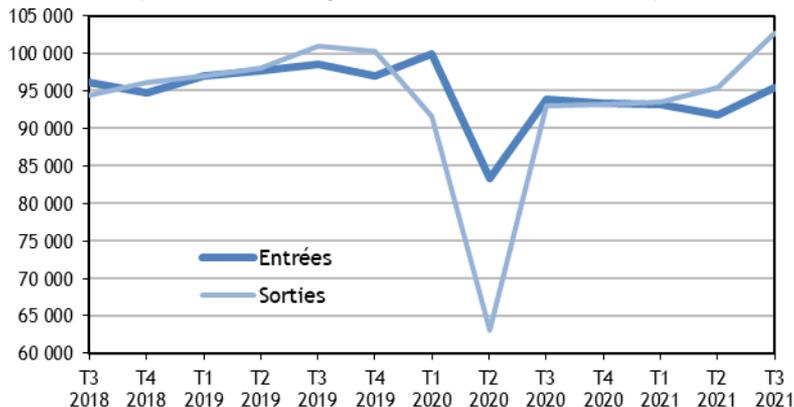
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 3^e trimestre 2021

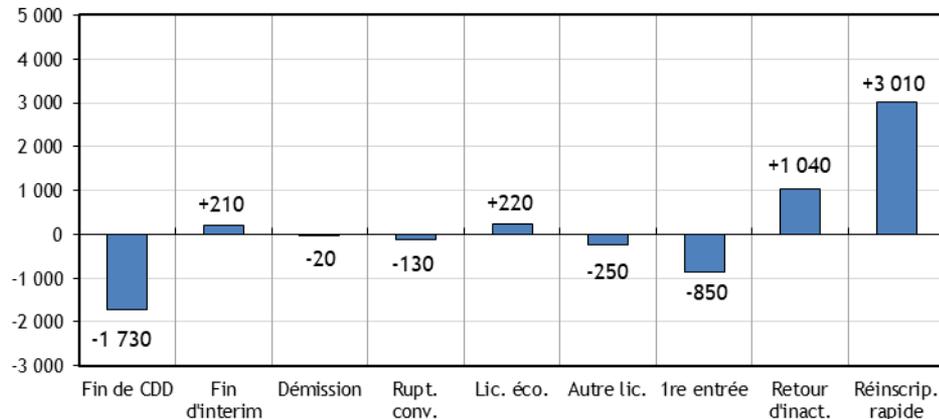
La diminution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégories A, B, C sur le troisième trimestre 2021 intervient dans un contexte de hausse des inscriptions (+3,9 %, soit +3 600) et des sorties de Pôle emploi (+7,7 %, soit +7 310).

Le grand nombre de motifs indéterminés rend délicate l'interprétation des motifs d'entrée et de sortie. Sur un an, l'augmentation du nombre d'inscriptions (+1,8 %) s'explique principalement par la hausse des réinscriptions après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...). Parallèlement, la progression du nombre de sorties (+10,4 %) est liée aux reprises d'emploi et aux entrées en stage.

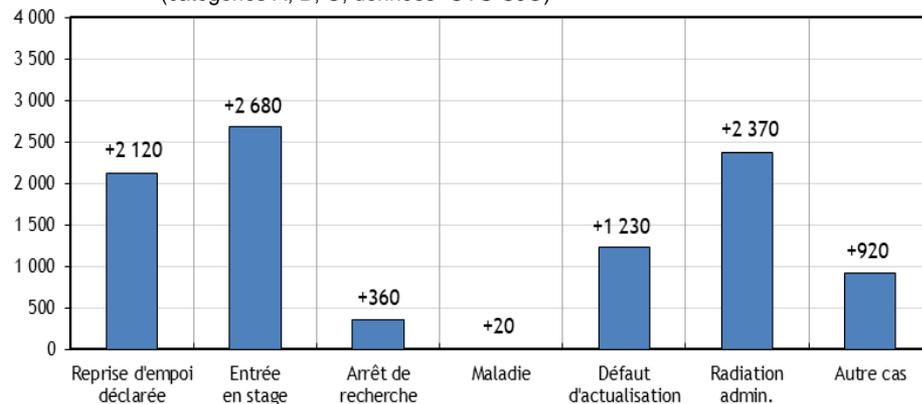
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Le taux de chômage au 2^e trimestre 2021

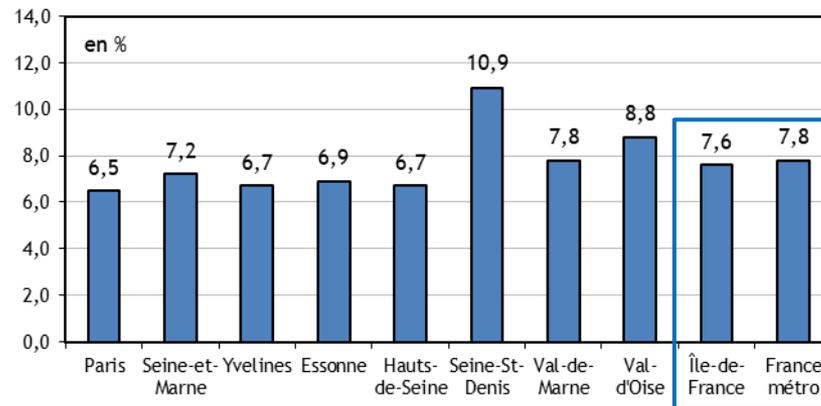
Au deuxième trimestre 2021, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) demeure quasi stable (-0,1 point par rapport au premier trimestre 2021) à 7,6 % de la population active (Insee), soit +0,4 point par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019 (contre -0,1 point en France métropolitaine). L'Île-de-France et Auvergne Rhône Alpes sont les deux seules régions métropolitaines à avoir enregistré des hausses par rapport au quatrième trimestre 2019.

Cette stabilité intervient après une année 2020 marquée par de fortes fluctuations : -0,7 point au deuxième trimestre, +2,1 points au troisième trimestre et -0,7 point au quatrième trimestre. Le taux de chômage francilien est finalement très proche du taux de chômage métropolitain (7,8 %).

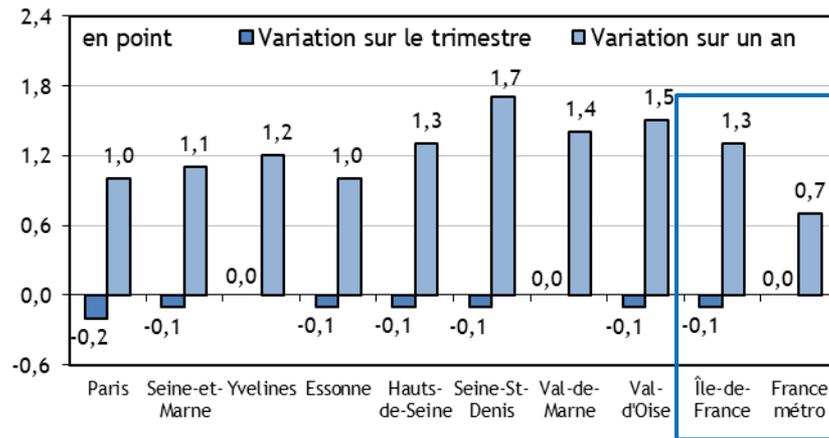
Dans l'ensemble des départements de la région, le taux de chômage est quasi stable, à l'exception de Paris (-0,2 point). Les taux de chômage les plus hauts se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,9 %), dans le Val-d'Oise (8,8 %) et le Val-de-Marne (7,8 %). Les plus faibles se trouvent à Paris (6,5 %), dans les Yvelines (6,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,7 %).

En France, « au deuxième trimestre 2021, plus d'un participant au marché du travail sur cinq se trouve contraint dans son offre de travail, soit par l'absence d'emploi, soit en situation de sous-emploi ». (Insee, Informations Rapides n°207 du 13/08/2021).

Taux de chômage localisé au 2^e trimestre 2021
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 2^e trimestre 2021 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 3^e trimestre 2021

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

Au troisième trimestre 2021, 42 000 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 29 010 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

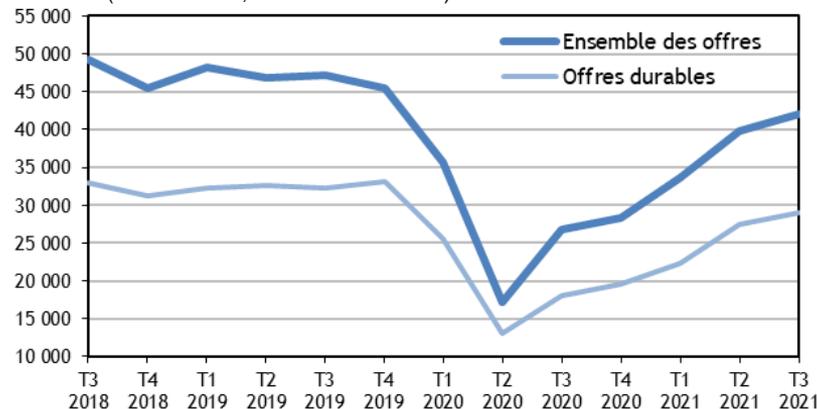
Les offres d'emploi augmentent de nouveau sur le trimestre, bien que moins nettement qu'au niveau national : +5,5 % pour l'ensemble des offres et +5,3 % pour les offres durables (contre respectivement +8,7 et +10,6 % en France métropolitaine).

Ainsi, après avoir perdu 62,3 % entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020, le nombre d'offres d'emploi a fortement progressé mais n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-crise.

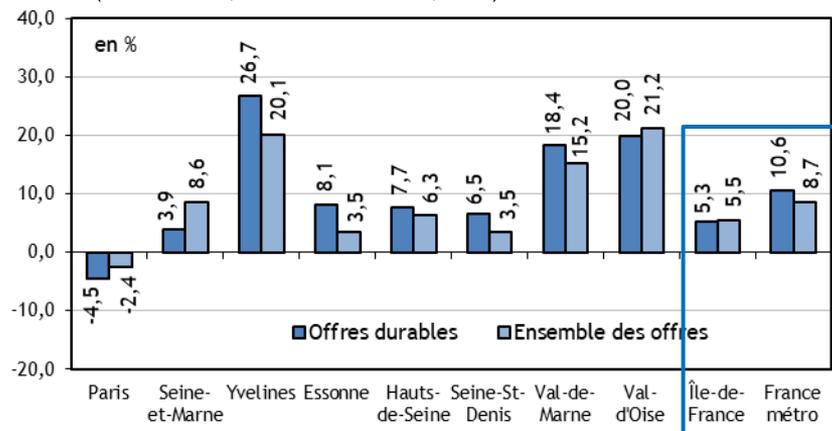
Au sein de la région, Paris est le seul département à enregistrer une diminution du nombre d'offres d'emploi. Les Yvelines, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise profitent des plus fortes hausses.

* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2^e trimestre 2021

Près de 1 513 580 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2021 en Île-de-France, dont 342 570 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

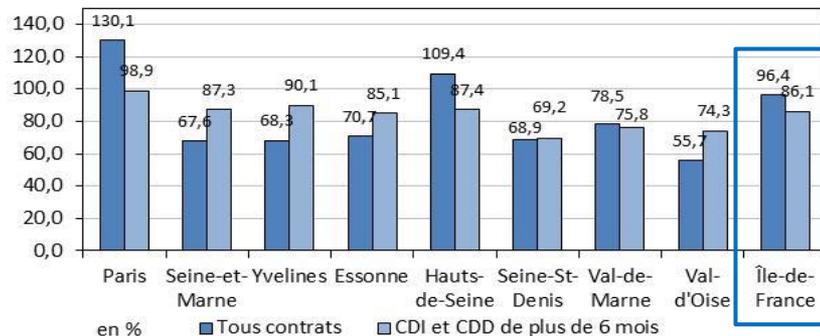
Au deuxième trimestre 2021, le nombre de DPAE augmente nettement en Île-de-France par rapport au deuxième trimestre 2020 : +96,4 % pour l'ensemble des contrats et +86,1 % pour les contrats durables. Cette forte hausse doit être relativisée car le nombre d'intentions d'embauches était au plus bas au deuxième trimestre 2020, au plus fort de la crise sanitaire.

Au sein de la région, Paris affiche les plus fortes hausses sur la période (+130,1 % pour l'ensemble des contrats et +98,9 % pour les contrats durables). Le Val-d'Oise enregistre la plus faible progression des huit départements (+55,7 % tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables augmentent fortement dans les services (+99,2 %), l'industrie (+79,3 %) et le commerce (+71,0 %), et dans une moindre mesure dans la construction (+49,1 %).

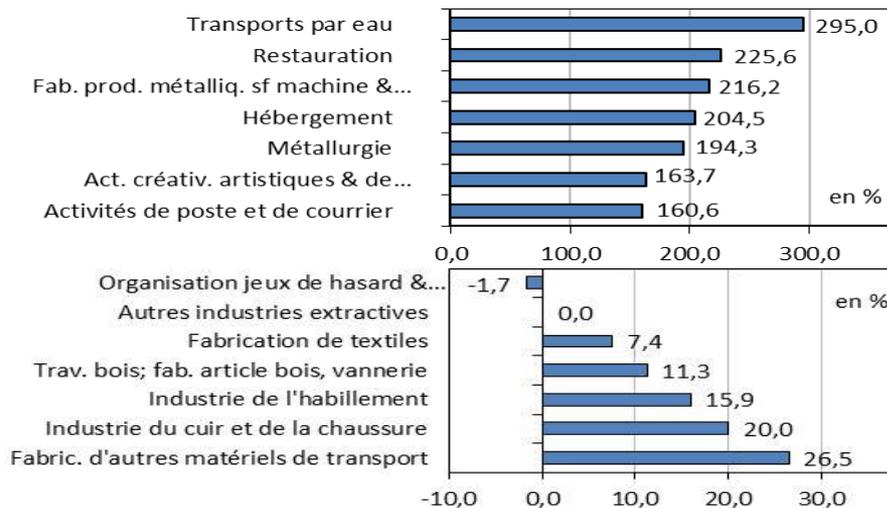
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (transports par eau, restauration, fabrication de produits métalliques, hébergement) et ceux qui connaissent les plus faibles progressions (organisation de jeux de hasard, autres industries extractives, fabrication de textiles).

Évolution annuelle des DPAE par département (T2 2021 / T2 2020)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs

7 plus fortes hausses / 7 plus faibles progressions (T2 2021 / T2 2020)



L'activité intérimaire au 2^e trimestre 2021

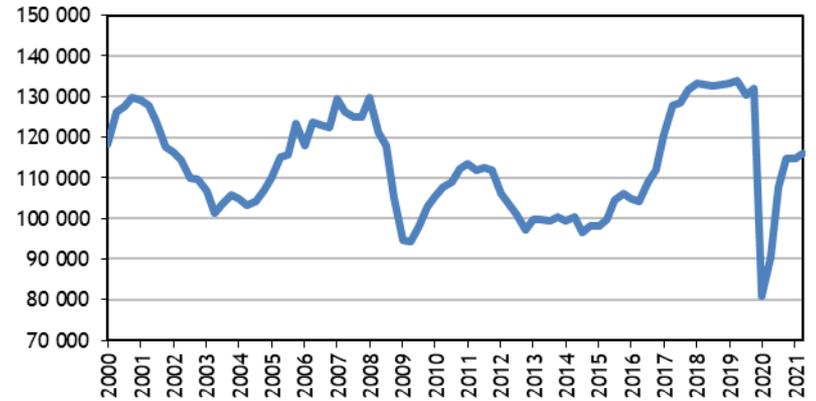
Après un recul historique au premier trimestre 2020 suivi d'une reprise au cours des trois autres trimestres, l'emploi intérimaire francilien croît légèrement au cours du deuxième trimestre 2021 : +1,1 %, après +0,2 % au trimestre précédent. Ainsi, l'emploi intérimaire se rapproche partiellement de son niveau d'avant-crise : fin juin 2021, il se situe à 88,0 % du niveau de fin décembre 2019, contre 97,4 % à l'échelle nationale. En France métropolitaine, l'emploi intérimaire augmente plus nettement (+2,4% au deuxième trimestre).

Au deuxième trimestre 2021, le nombre d'intérimaires dans l'industrie augmente de nouveau : +0,9 % (+200 intérimaires), après +2,2 % au premier trimestre. Cette hausse s'explique essentiellement par la progression des effectifs dans la fabrication de matériels de transport. Le nombre d'intérimaire dans industrie n'est cependant qu'à 83,6 % de son niveau d'avant-crise, contre 93,3 % à l'échelle métropolitaine.

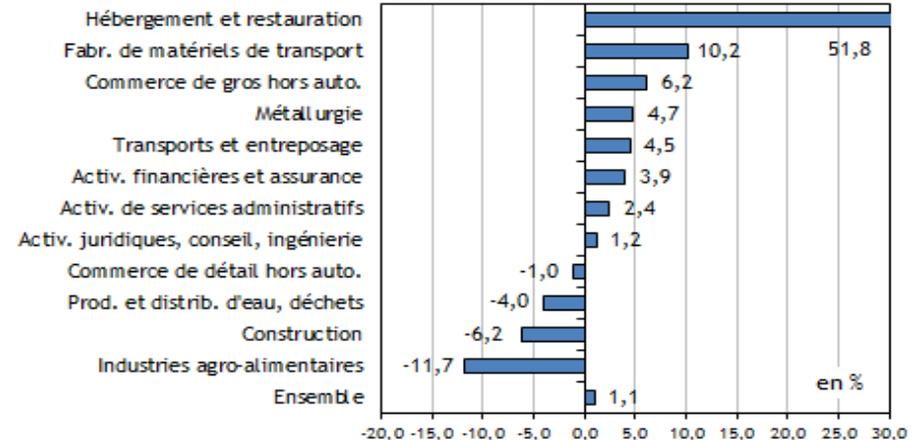
Dans la construction, le nombre d'intérimaires est en nette baisse (-6,2 % soit -1 700 intérimaires, après +0,3 % au premier trimestre). Cette baisse intervient après un net rattrapage en 2020.

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente de 3,9 % (+2 700) après -0,4 %, et se situe dorénavant à 86,8 % de son niveau d'avant-crise. Cette hausse est principalement due à celles du transport et entreposage (+1 200), de l'hébergement et restauration (+500) et du commerce de gros hors automobile. Si, dans l'hôtellerie-restauration, la hausse est très sensible (+51,8 % après +13,8 % au premier trimestre), ce secteur n'emploie fin juin 2021 qu'un tiers du nombre d'intérimaires qu'il employait fin décembre 2019.

Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre (données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires franciliens en fin de trimestre par principaux secteurs d'activité (données CVS)



L'emploi salarié au 2^e trimestre 2021

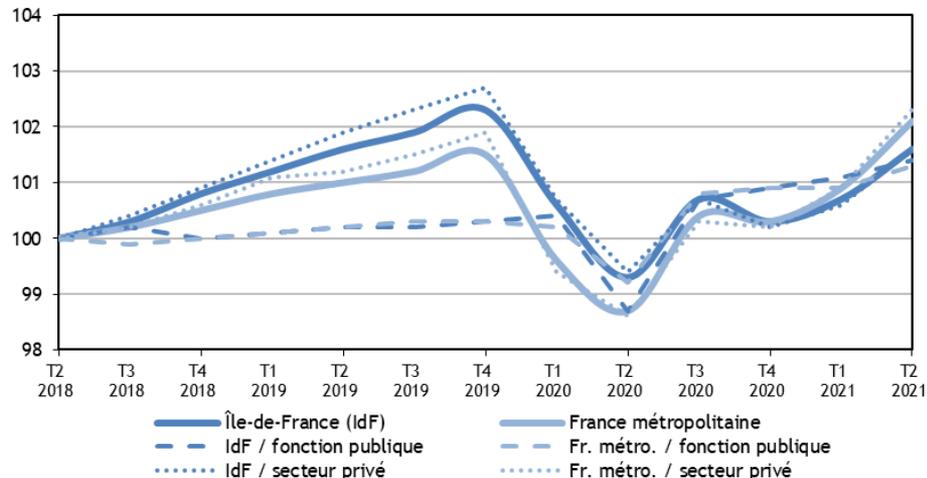
À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au deuxième trimestre 2021, en Île de France, l'emploi salarié augmente de nouveau : +0,9 % après +0,4 % au premier trimestre, soit +50 800 emplois sur le trimestre. Cette progression, qui porte le nombre de salariés d'Île-de-France à 99,3 % de son niveau d'avant-crise, suit celle du secteur privé : +1,0 % après +0,4 %, soit +47 700 emplois pendant le trimestre. L'emploi salarié du secteur public croît, lui, de 0,3 % et dépasse son niveau d'avant-crise.

L'emploi salarié croît à un rythme légèrement supérieur en France métropolitaine : +1,1 % après +0,6 %. A cette échelle, les niveaux d'avant-crise ont été dépassés (100,4 % dans le secteur public et 101,0 % dans le secteur privé, soit 100,5 % pour le total de l'emploi salarié).

Dans l'ensemble des départements, l'emploi salarié croît deux trimestres d'affilée. La croissance de l'emploi salarié parisien est particulièrement notable (+1,5 % après +0,3 %). Au deuxième trimestre, la moitié des emplois supplémentaires ont en effet été créés dans des entreprises parisiennes. L'emploi salarié parisien reste cependant inférieur à son niveau d'avant-crise (99,0 %). Celui des Hauts-de-Seine (98,4 %), du Val-de-Marne (98,9 %), de la Seine-et-Marne (98,9 %) et des Yvelines (99,3 %) demeure également en retrait.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 2^e trimestre 2018)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2021	T2 2021 / T1 2021		T2 2021 / T2 2020	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 837 430	26 900	1,5	45 100	2,5
Seine-et-Marne	470 800	2 300	0,5	6 980	1,5
Yvelines	537 160	5 280	1,0	10 630	2,0
Essonne	456 630	3 390	0,7	12 860	2,9
Hauts-de-Seine	1 066 680	3 400	0,3	14 820	1,4
Seine-Saint-Denis	637 700	4 140	0,7	20 660	3,3
Val-de-Marne	535 920	2 190	0,4	10 870	2,1
Val-d'Oise	384 710	3 200	0,8	12 900	3,5
Île-de-France	5 927 030	50 800	0,9	134 800	2,3
France métro.	25 112 300	282 760	1,1	817 320	3,4

L'emploi salarié par secteur au 2^e trimestre 2021

Au deuxième trimestre 2021, la hausse de l'emploi salarié francilien est principalement induite par celle du tertiaire marchand hors intérim (+1,2 % après +0,5 % au premier trimestre, soit +40 800 salariés sur le trimestre) et par celle du tertiaire non-marchand (+0,6 % après +0,3 %, soit +8 300 salariés).

L'emploi salarié dans l'intérim croît également au deuxième trimestre (+1,5 %, soit +1 700), mais cette hausse s'inscrit en rebond d'une baisse (-1,9 %) au premier trimestre.

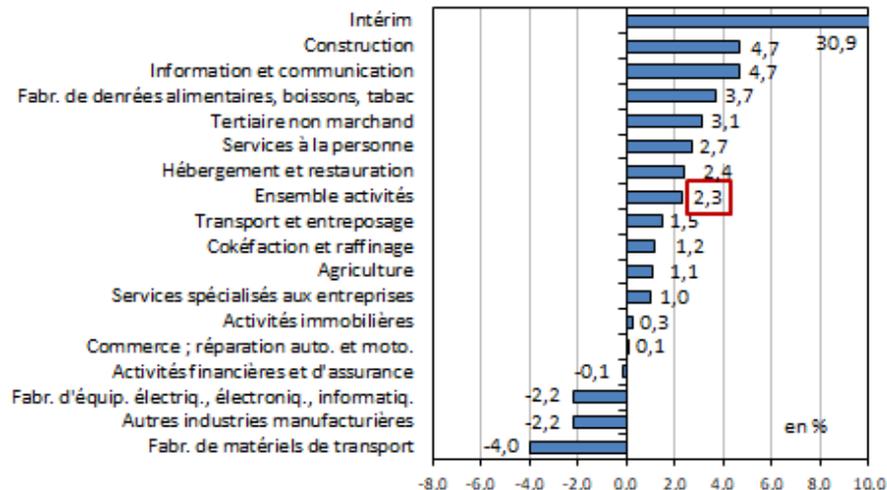
L'emploi salarié dans l'industrie est quasi stable depuis deux trimestres (+0,0 % après -0,2 % au trimestre précédent, contre +0,1% après +0,2% en France métropolitaine). Les variations sont cependant inégales selon les secteurs. Notamment, les effectifs d'emploi salarié dans la *fabrication de matériels de transports* ont baissé pour le huitième trimestre consécutif (-0,6 % contre -0,7 % en France métropolitaine).

L'emploi salarié dans la construction est stable ce trimestre après une augmentation de 2,0 % au premier trimestre. Ces évolutions suivent celles de France métropolitaine (+0,2 % après +2,1 %).

La forte augmentation de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand hors intérim provient de la hausse des effectifs dans l'hébergement-restauration (+5,4 % soit +15 500) et l'information-communication (+1,9 % soit +8 000). En France métropolitaine, la hausse de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand hors intérim est encore plus importante (+2,0 % après +0,7 %).

La hausse des effectifs du tertiaire non marchand est moins importante en France métropolitaine (+0,3 % après +0,3 %) qu'en Île-de-France.

Évolution de l'emploi salarié entre le 2^e trimestre 2020 et le 2^e trimestre 2021 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2021	T2 2021 / T1 2021		T2 2021 / T2 2020	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	6 010	-30	-0,5	60	1,1
Industrie	423 340	30	0,0	-4 830	-1,1
Construction	317 010	-70	0,0	14 350	4,7
Commerce	700 890	5 770	0,8	990	0,1
Services marchands hors intérim	2 851 040	35 070	1,2	50 580	1,8
Tertiaire non marchand	1 512 330	8 340	0,6	46 170	3,1
Intérim	116 400	1 690	1,5	27 490	30,9
Secteur privé	4 786 670	47 690	1,0	105 110	2,2
Fonction Publique	1 140 350	3 110	0,3	29 690	2,7
Ensemble des secteurs	5 927 030	50 800	0,9	134 800	2,3

Les tensions sur le marché du travail francilien au 3^e trimestre 2021

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,40 point en moyenne au troisième trimestre 2021, soit 40 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » augmente de 0,14 point par rapport à celui du troisième trimestre 2020. Cette évolution s'explique par une très forte hausse du nombre d'offres d'emploi collectées (+56 % sur un an).

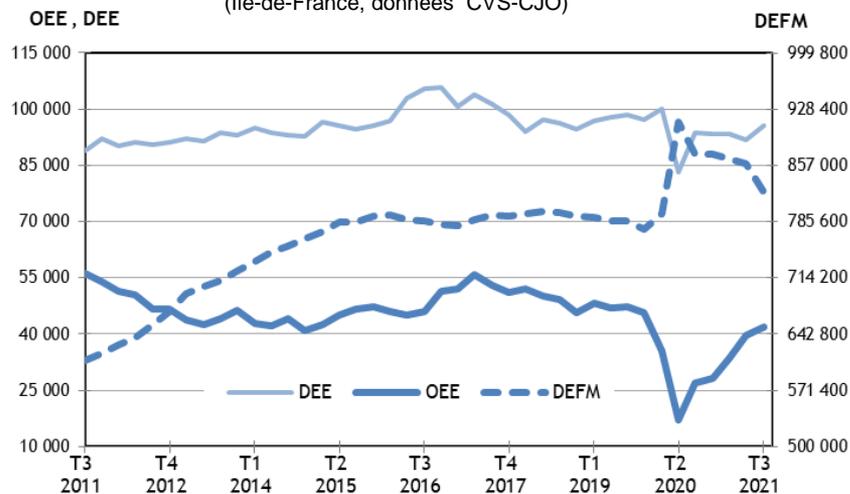
De son côté, le recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (-5,6 % en données brutes) va dans le sens d'un accroissement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement est quasi stable sur le trimestre : 58,5 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au troisième trimestre 2021. Ce taux est supérieur à son niveau du troisième trimestre 2020 (54,1 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 70,8 %. Il gagne 2,1 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (77,7 %) est quasi stable par rapport au trimestre précédent (77,8 %) mais moins élevé qu'au troisième trimestre 2020 (79,8 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B.

Les demandes d'activité partielle au 3^e trimestre 2021

En Île-de-France, au cours du troisième trimestre 2021, plus de 41 000 décisions d'autorisations d'activité partielle* ont été notifiées par les services des Drieets/Ddets. Le nombre de décisions est en forte baisse par rapport au trimestre précédent. Elles correspondent à 450 millions d'heures autorisées à être chômées.

Paris, avec près de 18 000 autorisations, concentre 38 % des heures d'activité partielle dans la région, ce qui correspond à plus de 173 millions d'heures autorisées. Plus de 43 % de ces dossiers sont dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

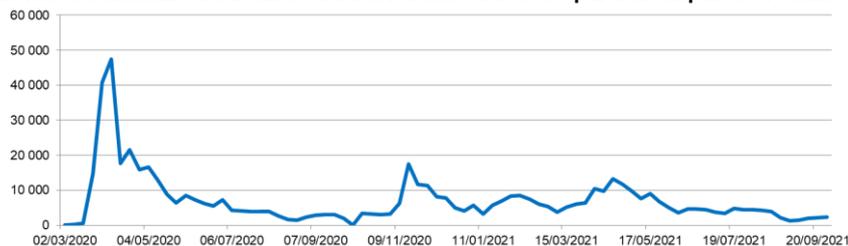
Entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 septembre 2021, près de 580 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Drieets/Ddets Île-de-France, avec un pic au cours de la semaine du 6 avril 2020 (près de 50 000 décisions en une semaine). Ensuite, on constate une baisse progressive, puis un rebond en novembre et en avril 2021, pour atteindre en moyenne seulement 13 000 autorisations par mois sur le troisième trimestre 2021 (8 000 sur le mois de septembre).

Trois secteurs concentrent près de 70 % du nombre d'heures autorisées : l'hébergement-restauration (35 %), le transports et entreposage (17 %) et les activités de services administratifs et de soutien (17 %).

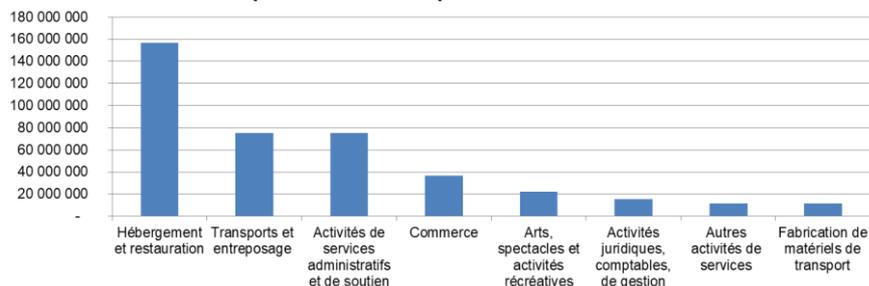
* Habituellement, on utilise dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». En raison du contexte actuel, cette synthèse regroupe tous les motifs.

Autorisations d'activité partielle et heures associés au T3 2021	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	41 501	18 316	2 653	2 867	2 455	5 137	4 218	3 241	2 614
Juillet	17 967	7 855	1 160	1 297	1 153	2 164	1 800	1 373	1 165
Août	15 385	6 768	922	1 043	824	2 064	1 567	1 250	947
Septembre	8 149	3 693	571	527	478	909	851	618	502
heures (en milliers)	450 627	173 080	36 870	34 765	23 458	47 854	71 109	34 406	29 084
Juillet	204 108	76 189	12 448	16 835	12 685	17 782	42 503	12 659	13 005
Août	135 922	51 320	6 556	9 616	5 164	20 833	19 256	14 252	8 926
Septembre	110 597	45 571	17 866	8 314	5 610	9 239	9 350	7 495	7 153

Évolution hebdomadaire du nombre d'autorisations d'activité partielle depuis le 1^{er} mars 2020



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 2^e trimestre 2021



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 3^e trimestre 2021

Au troisième trimestre 2021, 27 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 10 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 1 110 emplois menacés* par des PSE et 1 120 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Le nombre global d'emplois menacés continue de baisser en comparaison aux trimestres précédents : T2 2020 (9 700), T3 2020 (14 900), T4 2020 (22 400), T1 2021 (15 300), T2 2021 (5 800) et T3 2021 (2 200).

Au troisième trimestre 2021, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine, où l'impact sur l'emploi local est aussi le plus élevé. Le secteur de l'hébergement et de la restauration cumule le plus d'emplois menacés (1 040). Le secteur de l'industrie pharmaceutique est toutefois le plus affecté en proportion à l'emploi local qu'il représente, soit 230 emplois menacés correspondant à 1,47 % des salariés de ce secteur.

Depuis le début de l'année 2021, cinq secteurs concentrent près de 70% des emplois menacés par des PSE et des RCC : les transports et entreposage (7 900 emplois menacés), l'hébergement et la restauration (2 800), le commerce (2 600), les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (1 700) et les activités de services administratifs et de soutien (1 400).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

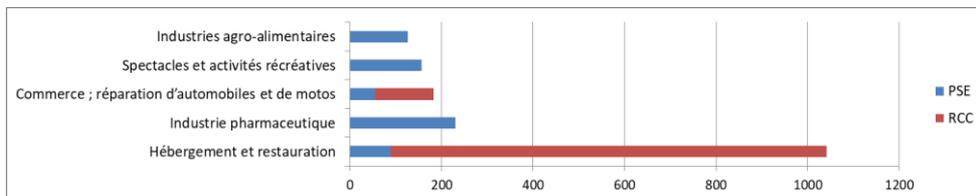
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
PSE au T3 en 2021	27	10	0	1	2	8	2	0	4
PSE en 2021 (T1 au T3)	210	75	5	9	17	58	18	10	18
RCC au T3 en 2021	10	1	1	2	0	4	2	0	0
RCC en 2021 (T1 au T3)	46	12	3	8	0	14	6	2	1

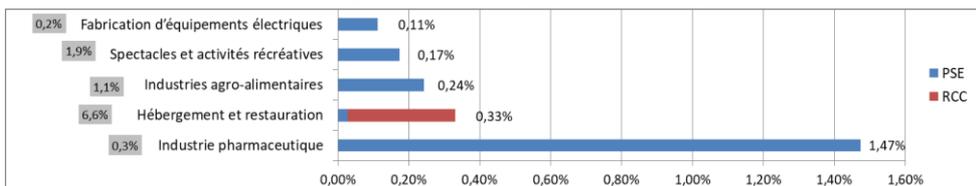
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T3 en 2021	1 110	380	30	50	30	360	70	20	170
Emplois menacés par des PSE en 2021 (T1 au T3)	19 760	4 570	820	730	680	3 990	1 730	3 070	4 180
Emplois menacés par des RCC au T3 en 2021	1 120	50	- de 10	30	- de 10	990	30	- de 10	- de 10
Emplois menacés par des RCC en 2021 (T1 au T3)	3 530	340	40	1 060	- de 10	1 580	260	160	100

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T3 2021



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion à l'emploi local au T3 2021



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)

Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**